

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
RELATIF A LA FOURNITURE DE LA VIANDE BOVINE CONGELÉE
AU PROFIT DE L'ETAT-MAJOR ZONE SUD
OBJET DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 02/ADN/ZS/2026

MARCHE FERME N° /S.A.V/S.I.TH/E.M/Z.S/2026

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix n° 02/ADN/ZS/2026, en application des dispositions de l'alinéa 01 du paragraphe 01 de l'article 19 et le paragraphe 01 de l'article 20, du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Direction Interarmes de l'Intendance des Forces Armées Royales (D.I.I), représentée par Monsieur , Chef des Services de l'Intendance de Théâtre de l'Etat-Major Zone Sud (S.I.TH/EM/ZS), agissant au nom et pour le compte de l'Etat, dénommée ci-après « **MAITRE D'OUVRAGE** »,

d'une Part,

ET

La société.....faisant élection de domicile pour l'exécution du présent marché à :au capital deinscrite au rôle de la patente sous le n°au registre du Commerce desous le numérotitulaire du compte Bancaire n°ouvert auprèsaffiliée à l'organisme de Sécurité Sociale sous le n°représenté par MonsieurAgissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés à cet effet, dénommée ci-après « **TITULAIRE** ».

d'autre Part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet et montant du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation, au profit des Unités des FAR de la Zone Sud, de la viande bovine congelée en un seul lot unique :

Trois Mille (**3.000**) tonnes de viande bovine congelée ;

La quantité et le prix font l'objet du bordereau des prix-détail estimatif faisant partie intégrante du présent marché.

Le titulaire déclare que ce montant est exact, sincère et exempt de toute marge superflue, commissions ou autres et ne sont en infraction à aucun règlement gouvernemental.

Article 2 : Durée de validité du marché

La durée d'exécution du présent marché est fixée à quatorze (14) mois.

Le délai d'exécution court à partir de la date d'entrée en vigueur telle que prévue par l'article 6 du présent marché et de la réception de l'ordre de service de l'autorité compétente.

Article 3 : Spécifications techniques

Les spécifications techniques de la denrée objet du présent CPS sont détaillées en annexes jointes et qui en font parties intégrantes.

Article 4 : Documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

- L'acte d'engagement dûment rempli est signé ;
- Le Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le bordereau des prix détail estimatif ;
- Le modèle de la caution bancaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (C.C.A.G.T) approuvées par décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Article 5 : Référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

- Décret Royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967), portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Dahir n° 1.70.157 du 27 joumada I 1390 (30 juillet 1970), relatif à la normalisation industrielle et de l'amélioration de la productivité ;
- Décret n° 2.93.530 du rabiaa II 1414 (20 septembre 1993), pris pour l'application du dahir n°1.70.157 suscite ;
- Décret 2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat ;
- Loi 28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le Dahir 1-10-08 du 26 Safar 1431 (11 février 2010) et ses textes d'application.
- Décret n° 2.22.431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics ;

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 6 : Validité et date de notification de l'approbation du marché-Entrée en vigueur

Le marché ne sera valable et définitif qu'une fois réuni l'ensemble des conditions suivantes :

- Homologation des abattoirs par la commission désignée par le maitre d'ouvrage ;
- Notification en bonne et due forme de son approbation par l'autorité compétente (Direction Interarmes de l'Intendance) ;
- Mise en place de la lettre de crédit par l'Administration de la Défense Nationale pour les besoins de la DII (pour les sociétés étrangères).

En cas de non homologation des abattoirs par la commission désignée à cet effet, le marché sera annulé et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le marché prendra effet à compter du lendemain de la date intervenant en dernier.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de livraison de la denrée.



Article 7 : Pièces mises à la disposition du titulaire

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, les documents constitutifs du marché, à l'exception du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux.

Article 8 : Adresse commerciale du titulaire

Toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile du titulaire figurant au préambule du contrat de marché.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

Article 9 : Nantissement

Compte tenu de la nature des prestations à réaliser objet du présent marché, il ne sera pas prévu de nantissement.

Article 10 : Nature des prix

Le présent marché est à prix unitaire.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent marché et des quantités réellement exécutées conformément au marché.

Le prix du marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures.

Article 11 : Caractère des prix

Le présent marché est passé à prix ferme et non révisable.

Article 12 : Cautionnement provisoire et définitif

Le cautionnement provisoire est fixé à :

- Deux cent quatre-vingt-dix mille quarante USD (290 040 USD) en devise étrangère ;
 - Deux millions six cent soixante-quatorze mille cent soixante-neuf DH (2 674 169 DH) en monnaie nationale ;
- Ladite caution doit être délivrée par une banque marocaine et présentée avec le dossier administratif. Toute offre non accompagnée de caution sera écartée par la commission de dépouillement des offres. Les cautions provisoires des offres non retenues seront restituées à leurs soumissionnaires. Les cautions sous forme de chèque ne sont pas acceptées.

Le cautionnement provisoire peut être saisi dans les cas suivants :

- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres ;
- Si l'attributaire refuse de signer le marché définitif et de déposer la caution définitive ;
- Si le titulaire refuse de recevoir l'approbation du marché qui lui est notifiée.

La caution provisoire devra être remplacée et sans condition dans les vingt (20) jours qui suivent la date de la notification du marché et la réception de l'ordre de service par une caution bancaire définitive, garantissant la bonne exécution du marché.

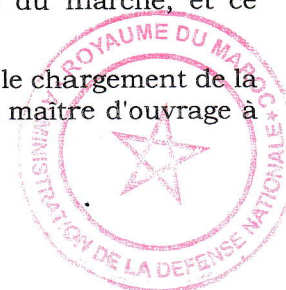
Son montant sera égal à trois (3) % de la valeur totale du marché soit (-----USD) ou (-----MAD) et elle doit être émise par une banque Marocaine. Sa validité devra couvrir la période d'exécution du marché, augmentée de trente (30) jours. La mainlevée de cette caution sera donnée dès la signature du PV de réception définitive des marchandises et la présentation d'un certificat de paiement des surestaries (acconage, ad valorem, branchement d'électricité..) s'il y a lieu.

Les cautions provisoire et définitive doivent être libellées au nom de la **Direction Interarmes de l'Intendance/ Centre Administratif des FAR à Rabat**

Article 13 : Assurances - Responsabilité

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, dans l'éventualité d'une prestation réalisable au Maroc et avant tout commencement de cette réalisation de la marchandise, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCACT.

L'assurance marchandises sera couverte par le titulaire et couvrira la période entre le chargement de la marchandise dans les containers, jusqu'à livraison aux entrepôts frigos désignés par le maître d'ouvrage à Agadir.



Article 14 : Garantie – retenue de garantie

Aucune clause de garantie ou de retenue de garantie n'est prévue dans le présent marché.

Article 15 : Modalités et conditions d'exécution

1. Exécution du marché

Le présent marché n'est exécutoire qu'après satisfaction des conditions citées à l'article 6 ci-dessus.

L'ordre de service ne peut être donné qu'après l'homologation des abattoirs de production de viande par la commission désignée par le maître d'ouvrage.

2. Homologation des abattoirs et pré-agréage au chargement

L'homologation des abattoirs prévus pour la production de la viande bovine congelée sera effectuée, après l'adjudication du marché, par une commission, désignée à cet effet, composée d'un maximum de cinq (5) personnes.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de désigner une commission vétérinaire pour effectuer un classement à l'abattage et un pré-agréage avant l'embarquement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit également de refuser, en totalité ou en partie, la réception des marchandises jugées non conformes aux spécifications du marché. Cette commission assistera à toutes les étapes de production de la viande bovine congelée.

L'hébergement, la restauration ainsi que les déplacements à l'intérieur du pays de production de la viande bovine congelée des membres des commissions précitées est à la charge du titulaire.

3. Modalités et conditions de livraison

La livraison de la fourniture objet du présent marché devra être réalisée par les moyens du titulaire selon l'Incoterm **DDP « Delivered Duty Paid »** entrepôts frigorifiques des FAR Agadir Incoterms 2020.

Toutes les formalités douanières et administratives relatives à l'admission de la viande congelée au Maroc, y compris les frais qui en découlent notamment les frais de péage, ainsi que les frais à l'arrivée afférents à la manutention, pesage, magasinage, acconage, ad-valorem, surestarie et au branchement à l'électricité à quai des containers, sont entièrement à la charge du titulaire.

Il y a lieu de préciser que conformément à l'article 164 du code de douane, la viande bovine congelée importée pour le compte des Forces Armées Royales bénéficie d'une franchise des droits de douane.

La viande bovine congelée importée pour le compte des Forces Armées Royales est également exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation, conformément à l'article 123 du code des impôts.

La Direction de Réception et de Transit de l'Administration de la Défense Nationale, pourrait en cas de besoin porter son assistance au titulaire lors des formalités de transit.

4. Programme de livraison

Les livraisons se feront par containers frigorifiques de quarante (40) pieds. La marchandise devra parvenir aux entrepôts désignés par le maître d'ouvrage à Agadir selon le planning suivant :

Début des livraisons : deux (02) mois après la notification de l'ordre de service

Cadence des livraisons : une moyenne de 250 tonnes/mois.

Toutefois le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire d'augmenter ou de diminuer cette cadence en fonction des stocks disponibles.

Le maître d'ouvrage s'engage à recevoir les marchandises selon le planning ci-dessus et doit mettre en place toutes les mesures nécessaires pour en assurer le stockage à ses entrepôts à AGADIR.

Avancement de la production de la viande bovine congelée :

Le titulaire doit aviser l'ADN, l'EMG/FAR/D.I.I et l'EM/ZS par fax de l'état d'avancement des expéditions selon les pourcentages ci-après :

-25% de la production ;

-50% de la production ;

-75% de la production ;

-et à la fin de la production.

5. Conditions techniques



Les expéditions mentionnées ci-dessus effectuées par containers frigorifiques seront acheminées par mer selon le planning mentionné ci-dessus, chaque groupe de containers constituant une expédition partielle.

Le titulaire s'engage à informer par téléfax la Direction Interarmes de l'Intendance (D.I.I) et les Services d'Intendance de Théâtre (S.I.TH/E.M/Z.S) :

- Des différentes arrivées des expéditions **10 jours à l'avance** ;
- Du détail des containers chargés (leurs numéros et leurs contenances) ;
- Du planning des arrivées ;
- De l'avancement des chargements.

La température dans les containers doit être maintenue à une température inférieure ou égale à -18° C et aucune rupture de la chaîne de froid n'est admise depuis la sortie des entrepôts stockeurs du titulaire jusqu'à la livraison aux entrepôts stockeurs de maître d'ouvrage.

Le système de froid dans les containers frigorifiques doit être en parfait état de marche, produisant régulièrement une température négative suffisante pour livrer la marchandise à une température inférieure ou égale à -18°C à cœur à l'ouverture de ces engins. **Le transbordement du contenu de ces engins est interdit.**

Un diagramme de température est requis à l'arrivée (thermographes). Ces thermographes (un mécanique et un autre digital) indépendants doivent être placés dans chaque container.

6. Port de chargement

Le port d'origine doit être notifié à l'avance au maître d'ouvrage, et cela, avant chaque embarquement.

7. Mode de chargement et d'arrimage

Les quartiers avants et arrières pourront être chargés dans des containers différents, et arrimés de manière à assurer au mieux les conditions de stabilité du chargement.

La compensation en qualité, respectant les spécifications techniques de la prestation du pays producteur devra se faire sur la globalité du marché, et il sera donc toléré des expéditions partielles non compensées.

Le titulaire doit fournir, lors de chaque expédition, le document mentionnant le pourcentage en qualité et en degré d'engraissement dûment signé par la commission technique. Les compensations qui en résultent doivent être obligatoirement régularisées lors des expéditions qui suivent.

Le chargement doit s'effectuer sans tassement, de manière à permettre une circulation facile de l'air froid entre les quartiers.

8. Délai de livraison

Les livraisons des marchandises seront effectuées en vue de parvenir aux frigos désignés par le maître d'ouvrage à Agadir selon le planning mentionné ci-dessus.

9. Documents d'expédition

15.9.1 Pour les sociétés étrangères :

Pour chaque expédition, le titulaire doit faire parvenir au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), au moins dix (10) jours avant l'arrivée de la marchandise au port d'Agadir les documents, ci-après :

- 1) Connaissances originaux établis avec expéditeur _____, destinataire _____ charter party bill of lading acceptables, notify maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S) ;
- 2) Exemple de la Facture commerciale ;
- 3) Certificat d'assurance relatif aux marchandises embarquées donnant toutes les caractéristiques de ces marchandises et spécifiant que cette assurance, couvre la période depuis la date de sortie des entrepôts du titulaire jusqu'à la livraison aux entrepôts du maître d'ouvrage à Agadir, marchandises déchargées.
- 4) Certificat sanitaire vétérinaire de salubrité délivré par les autorités officielles compétentes du pays d'origine relatif à l'exportation au Royaume du Maroc des viandes bovines congelées en provenance _____ ; et conforme au modèle établi en commun accord entre les autorités sanitaires des deux pays.
- 5) Attestation, dûment signée par la commission du suivi de la production, confirmant l'abattage « HALAL » et la conformité qualitative ;
- 6) Certificat d'abattage Halal délivré par un organisme islamique agréé par les autorités officielles du pays d'origine ;



7) Certificat d'origine visé par les autorités officielles attestant que la partie embarquée de viande bovine congelée est d'origine _____ ;

8) Note de poids, le nombre de quartiers avants et arrières, leurs poids brut et net ;

9) Certificat délivré par les abattoirs producteurs attestant que la viande bovine congelée est de production nouvelle et que la viande bovine livrée répond aux spécifications techniques du pays producteur en termes des pourcentage des compensations en qualité et engraissement, approuvé par les représentants désignés le cas échéant par le maître d'ouvrage lors de l'emballage.

10) Une attestation des températures au chargement par container contresignée par le représentant de l'établissement frigorifique où la marchandise a été entreposée ;

11) Attestation de la compagnie de transport ou de son représentant certifiant que la livraison est faite à bord de containers frigorifiques spécialisés dans le transport de la viande bovine congelée. Ce document doit comporter le détail du chargement avec numéros des containers et numéros des scellés ainsi que le nom du navire transporteur, la date et port de son départ et sa destination comme il doit certifier que son pavillon est reconnu par le Royaume du Maroc ;

12) Attestation établie par le transporteur et / ou l'abattoir producteur certifiant que dans chaque container sont placés deux thermographes inviolables ;

13) Attestation comportant les numéros des plombages ou des scellés des containers établie par le représentant de la ligne maritime ;

14) Attestation du titulaire attestant que les clauses du marché de transport ne sont ni opposables au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), ni contraires aux stipulations du marché ;

15) Attestation délivrée par les entrepôts stockeurs ou des organismes stockeurs attestant que la température a été maintenue inférieure à -18°C pendant la durée de stockage de la viande bovine congelée objet du présent marché, en précisant la quantité de quartiers avants et arrières livrés par chacun des entrepôts. La congélation doit être effectuée dans des tunnels de congélation à des températures comprises entre -35°C et -45°C ;

16) Fax avec copie de bonne transmission adressé au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), au plus tard 96 heures ouvrables après la fin de l'embarquement des containers indiquant :

- Le nom, le pavillon, l'âge et les caractéristiques du navire chargé des containers ;
 - La date de départ et la destination du navire ;
 - Les numéros des containers ;
 - Le nombre total des quartiers arrières / avants ventilé par container ;
 - Le poids brut et le poids net de la marchandise ;
 - La valeur DDP rendue sur containers aux entrepôts de maître d'ouvrage à Agadir.
- 17) Un bordereau d'envoi (listing) énumérant tous les documents sus-mentionnés.

Après l'approbation du contrat, le titulaire doit prendre attache auprès des autorités marocaines compétentes (Administration des Douanes, Office National de Sécurité Sanitaire des produits Alimentaires, ... etc) pour se renseigner sur les documents exigés pour l'admission de la viande congelée au Maroc.

15.9.2 Pour les sociétés marocaines :

Les documents suivants doivent accompagner toute livraison de la marchandise.

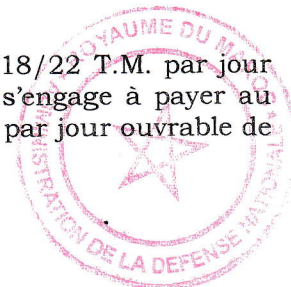
- 1) Certificat sanitaire d'origine délivré par l'ONSSA ;
- 2) Certificat des analyses microbiologiques ;
- 3) Attestation de la date de production, de la qualité et de l'engraissement délivré par les abattoirs producteurs ;
- 4) Certificat des températures pendant le stockage et au chargement de la viande bovine congelée ;
- 5) Attestation de pose des thermographes inviolables dans les camions frigorifiques ;
- 6) Note de poids, le nombre de quartiers avants et arrières, leur poids brut et net.

10. Port de déchargement et entrepôts stockeurs du maître d'ouvrage

La livraison, à charge du titulaire du marché, sera effectuée par container frigo aux entrepôts de maître d'ouvrage à Agadir.

11. Cadence de déchargement

Le maître d'ouvrage s'engage à décharger au minimum 02 containers d'environ 18/22 T.M. par jour ouvrable de vingt-quatre heures, samedis, dimanches et jours fériés exclus Sinon il s'engage à payer au titulaire des frais de stationnement selon le tarif en vigueur de la compagnie maritime, par jour ouvrable de



vingt-quatre heures et par container. Le délai commence à courir 05 jours ouvrables après la date de mise à quai des containers après l'accostage du bateau transporteur au port d'Agadir.

Le maître d'ouvrage se charge également de mettre en place les équipes nécessaires pour le déchargement au niveau des entrepôts stockeurs.

Le titulaire se charge de mettre en place tous les moyens de logistique (camion porte container, élévateur,...) pour l'acheminement de la marchandise du port de débarquement, aux entrepôts de maître d'ouvrage.

12. Agréage à l'arrivée

L'agréage définitif des containers et de leur cargaison se fera à l'arrivée aux entrepôts frigorifiques de maître d'ouvrage. La prise de température sera effectuée au moment de l'ouverture des portes des containers. Les boîtiers renfermant les thermographes doivent être suspendus de façon à être visibles et accessibles aux membres de la commission lors de la réception.

Le titulaire doit traiter avec des armateurs et des consignataires de renommée internationale qui ne doivent pas bloquer les containers à quai en exigeant le paiement immédiat des frais de port en cas de leur survenance.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer les analyses qu'il jugera nécessaires sur la viande bovine congelée livrée.

La marchandise doit être livrée avec une température à cœur inférieure ou égale à - 18°C.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refouler en partie ou en totalité les marchandises non conformes aux spécifications du marché. Dans ce cas, le maître d'ouvrage doit notifier au titulaire sa décision motivée par lettre recommandée ou télex ou fax, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures.

Les denrées objet du présent marché jugées impropres à la consommation humaine seront traitées conformément à la législation marocaine en vigueur.

Le bulletin d'agréage sera délivré au titulaire du marché après la réception des résultats des analyses effectuées par les laboratoires agréés, soit une durée maximum de 45 jours à partir du début du déchargement des containers.

Article 16 : Conditions de règlement

16-1 : Pour les sociétés étrangères :

Le paiement s'effectuera en devise par ouverture d'un crédit documentaire irrévocable avec possibilité de confirmation (confirmation à la charge du titulaire), Le crédit documentaire sera ouvert par l'A.D.N en faveur du titulaire auprès de sa banque au compte n° _____ dans les délais permettant de respecter le planning de livraison fixé ci-dessus.

LISTE DES DOCUMENTS EXIGES POUR LE REGLEMENT

Les documents ci-après devront être remis sans erreurs à la banque du titulaire dès réception du certificat d'agréage par l'autorité approuvant le marché.

- 1) Facture commerciale en 5 exemplaires donnant la description complète de la marchandise;
- 2) Bulletin d'agréage définitif, original, établi et signé par le maître d'ouvrage. Ce document devra reprendre toutes les caractéristiques de la marchandise et stipuler que cette dernière est acceptée sans réserves ;
- 3) Attestation du titulaire attestant que les clauses du marché de transport ne sont ni opposables au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), ni contraires aux stipulations du marché et que le transporteur ou le signataire ne peut bloquer les containers au niveau du port du chargement ;
- 4) Copie du Certificat d'origine visé par les autorités officielles attestant que la partie embarquée de la viande bovine congelée est d'origine _____ ;
- 5) Copie du Certificat sanitaire vétérinaire officielle et de salubrité délivré par les autorités officielles compétentes du pays d'origine relatif à l'exportation au Royaume du Maroc de la viande bovine congelée en provenance _____, et conforme au modèle établi en commun entre les autorités sanitaires des deux pays.
- 6) Copie du Certificat délivré par les abattoirs producteurs attestant que la viande bovine congelée est de production nouvelle et que la viande livrée est conforme aux spécifications techniques du pays producteur, en termes des pourcentages des compensations en qualité et engraissement, approuvé par les représentants désignés le cas échéant par le maître d'ouvrage lors de l'emballage.
- 7) Original de fax (00212 528 83 47 69) avec copie de bonne Transmission au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), au plus tard 96 heures ouvrables après la fin de l'embarquement des containers indiquant :



vingt-quatre heures et par container. Le délai commence à courir 05 jours ouvrables après la date de mise à quai des containers après l'accostage du bateau transporteur au port d'Agadir.

Le maître d'ouvrage se charge également de mettre en place les équipes nécessaires pour le déchargement au niveau des entrepôts stockeurs.

Le titulaire se charge de mettre en place tous les moyens de logistique (camion porte container, élévateur,...) pour l'acheminement de la marchandise du port de débarquement, aux entrepôts de maître d'ouvrage.

12. Agréage à l'arrivée

L'agréage définitif des containers et de leur cargaison se fera à l'arrivée aux entrepôts frigorifiques de maître d'ouvrage. La prise de température sera effectuée au moment de l'ouverture des portes des containers. Les boîtiers renfermant les thermographes doivent être suspendus de façon à être visibles et accessibles aux membres de la commission lors de la réception.

Le titulaire doit traiter avec des armateurs et des consignataires de renommée internationale qui ne doivent pas bloquer les containers à quai en exigeant le paiement immédiat des frais de port en cas de leur survenance.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer les analyses qu'il jugera nécessaires sur la viande bovine congelée livrée.

La marchandise doit être livrée avec une température à cœur inférieure ou égale à - 18°C.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refouler en partie ou en totalité les marchandises non conformes aux spécifications du marché. Dans ce cas, le maître d'ouvrage doit notifier au titulaire sa décision motivée par lettre recommandée ou télex ou fax, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures.

Les denrées objet du présent marché jugées impropres à la consommation humaine seront traitées conformément à la législation marocaine en vigueur.

Le bulletin d'agréage sera délivré au titulaire du marché après la réception des résultats des analyses effectuées par les laboratoires agréés, soit une durée maximum de 45 jours à partir du début du déchargement des containers.

Article 16 : Conditions de règlement

16-1 : Pour les sociétés étrangères :

Le paiement s'effectuera en devise par ouverture d'un crédit documentaire irrévocable avec possibilité de confirmation (confirmation à la charge du titulaire), Le crédit documentaire sera ouvert par l'A.D.N en faveur du titulaire auprès de sa banque au compte n° _____ dans les délais permettant de respecter le planning de livraison fixé ci-dessus.

LISTE DES DOCUMENTS EXIGES POUR LE REGLEMENT

Les documents ci-après devront être remis sans erreurs à la banque du titulaire dès réception du certificat d'agréage par l'autorité approuvant le marché.

- 1) Facture commerciale en 5 exemplaires donnant la description complète de la marchandise;
- 2) Bulletin d'agréage définitif, original, établi et signé par le maître d'ouvrage. Ce document devra reprendre toutes les caractéristiques de la marchandise et stipuler que cette dernière est acceptée sans réserves ;
- 3) Attestation du titulaire attestant que les clauses du marché de transport ne sont ni opposables au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), ni contraires aux stipulations du marché et que le transporteur ou le signataire ne peut bloquer les containers au niveau du port du chargement ;
- 4) Copie du Certificat d'origine visé par les autorités officielles attestant que la partie embarquée de la viande bovine congelée est d'origine _____ ;
- 5) Copie du Certificat sanitaire vétérinaire officielle et de salubrité délivré par les autorités officielles compétentes du pays d'origine relatif à l'exportation au Royaume du Maroc de la viande bovine congelée en provenance _____, et conforme au modèle établi en commun entre les autorités sanitaires des deux pays.
- 6) Copie du Certificat délivré par les abattoirs producteurs attestant que la viande bovine congelée est de production nouvelle et que la viande livrée est conforme aux spécifications techniques du pays producteur, en termes des pourcentages des compensations en qualité et engraissement, approuvé par les représentants désignés le cas échéant par le maître d'ouvrage lors de l'emballage.
- 7) Original de fax (00212 528 83 47 69) avec copie de bonne Transmission au maître d'ouvrage (S.I.TH/E.M/Z.S), au plus tard 96 heures ouvrables après la fin de l'embarquement des containers indiquant :



- Le nom, le pavillon, l'âge et les caractéristiques du navire chargé des containers ;
- La date de départ et la destination du navire ;
- Les numéros des containers ;
- Le nombre total des quartiers arrières/avants ventilé par container ;
- Le poids brut et le poids net de la marchandise ;
- La valeur DDP rendue sur containers aux entrepôts du maître d'ouvrage à Agadir.

8) Attestation de la compagnie de transport ou de son représentant certifiant que la livraison est faite à bord de containers frigorifiques spécialisés dans le transport de la viande bovine congelée. Ce document doit comporter le détail du chargement avec numéros des containers et numéros des scellés ainsi que le nom du navire transporteur, la date et port de son départ et sa destination comme il doit certifier que son pavillon est reconnu par le Royaume du Maroc ;

9) Note de poids, le nombre de quartiers avants et arrières, leur poids brut et net ;

10) Attestation comportant les numéros des plombages ou des scellés des containers établie par le représentant de la ligne maritime ;

11) Attestation établie par le transporteur et / ou l'abattoir producteur certifiant que dans chaque container sont placés deux thermographes inviolables ;

12) Attestation délivrée par les entrepôts stockeurs ou des organismes stockeurs attestant que la température a été maintenue inférieure à -18°C pendant la durée de stockage de la viande bovine congelée objet du présent marché, en précisant la quantité de quartiers avants et arrières livrés pour la viande bovine congelée, par chacun des entrepôts. La congélation doit être effectuée dans des tunnels de congélation à des températures comprises entre -35°C et -45°C ;

13) Copie du Certificat d'abattage Halal délivré par un organisme islamique agréé par les autorités officielles du pays d'origine ;

14) Copie du Certificat d'assurance relatif aux marchandises embarquées donnant toutes les caractéristiques de ces marchandises et spécifiant que cette assurance, couvre la période depuis la date de sortie des entrepôts du titulaire jusqu'à la livraison aux entrepôts de maître d'ouvrage à AGADIR, marchandises déchargées ;

15) Pour **la première expédition**, copie de la caution bancaire définitive d'un montant de (.....) USD délivrée par une banque marocaine.

Dans tous les cas, le titulaire doit attendre l'émission du document n° 2 avant de remettre tous les documents à sa banque.

Le titulaire ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation ne dépasse pas dix (10) % ou la diminution évaluée aux prix initiaux n'excèdent pas vingt-cinq (25) % du montant du marché.

16-2 : Pour les sociétés marocaines :

Les factures du titulaire, appuyées des PV de réception, seront remises par celui-ci en sept (7) exemplaires aux S.I.TH/E.M/Z.S S.I.TH/E.M/Z.S à Agadir pour certification et transmission à la Direction Interarmes de l'Intendance pour en ordonner le paiement par le Centre Administratif des F.A.R. Toutes les factures présentées, pour règlement doivent obligatoirement mentionner les indications prévues dans la loi de finances de 1996/1997 (Article 31 bis du Dahir n° 1.86.347 du Rabia II 1406-20/12-1985), soit :

- Les factures doivent être numérotées et tirées d'une série continue si elles sont imprimées et en plus des indications d'ordre commercial, comporter les renseignements suivants :
- Le numéro d'identification du titulaire assujetti à la T.V.A. ainsi que l'article d'imposition à l'impôt des patentes et selon le cas, son article d'imposition à l'I.S (ou à l'I.R) ;
- Le nom, prénom ou raison sociale et adresse des acheteurs ou clients ;
- La qualité, la désignation précise et le prix unitaire des marchandises ;
- Le montant de la taxe réclamée en sus du prix ou comprise dans le prix en cas d'assujettissement à la T.V.A. En cas d'exonération, la mention de la taxe est remplacée par l'indication de l'exonération ou du régime suspensif sous lequel les opérations facturées ont été réalisées ainsi que les références aux textes d'exonération ou de suspension ;
- Les modalités et les références de paiement indiquées sur le double de la facture ;
- Le numéro d'affiliation à la C.N.S.S. (Dahir 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 Juillet 1972) ;
- Le numéro d'immatriculation au registre de commerce ;



- La référence du marché et du bon de commande ;
- (I.C.E) identification commun d'entreprise.

Le règlement des factures pour les marchandises sera effectué directement au titulaire par virement opéré par le Centre Administratif des F.A.R à Rabat, dans le délai de 60 jours à partir de la date de certification des factures par l'Etat-major Zone Sud à Agadir.

Le titulaire ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation ne dépasse pas dix (10)% ou la diminution évaluée aux prix initiaux n'excèdent pas vingt-cinq (25) % du montant du marché.

Article 17 : Pénalités pour retard

A défaut d'avoir terminé la livraison des prestations dans les délais suscités, il sera appliqué au titulaire une pénalité par jour calendaire de retard de 1% du montant des livraisons qui n'aurait pas été exécutées dans les délais convenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit (8) % du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 70 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Article 18 : Retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non-résidents au Maroc

Compte tenu de la nature et l'origine des prestations objet de ce marché, il ne sera pas prévu de retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés (I.S) ou de l'impôt sur le revenu (I.R.).

Article 19 : Impôts et taxes - Droits de timbre et d'enregistrement

Tous impôts, taxes, droits, frais de licence et autres frais, qui sont imposés au titulaire en vertu de ce marché par le gouvernement de son pays, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit s'acquitter des droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbres du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 20 : Lutte contre la fraude et la corruption

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et d'exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

Article 21 : Cas de force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du Dahir du 09 Ramadan 1331 (12 Août 1913) formant code des obligations et contrats, le titulaire a droit à une augmentation raisonnable des délais d'exécution qui doit faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt, après l'apparition d'un tel cas et dans un délai maximum de sept (07) jours, adresser au maître d'ouvrage une notification par lettre recommandée établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation du marché. Les deux parties s'accorderont dès que possible sur l'action à entreprendre pour limiter le retard.

Si, par la suite de cas de force majeure, Le titulaire ne peut plus exécuter les prestations telles que prévues au marché pendant une période de trente (30) jours, il devra examiner dans les plus brefs délais avec le maître d'ouvrage les incidences contractuelles desdits événements sur l'exécution du marché et en particulier sur le prix, les délais et les obligations respectives de chacune des parties.

Quand une situation de force majeure persiste pendant une période de soixante (60) jours au moins, le marché pourra être résilié à l'initiative du maître d'ouvrage ou à la demande du titulaire.

Article 22 : Résiliation du marché



La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2.22.431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Article 23 : Règlement des différends et litiges

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Tout litige sera réglé à l'amiable. En cas d'impossibilité, seuls les tribunaux marocains sont compétents.

Article 24 : Obligation de discrétion, mesures de sécurité et sanction

1 - Obligation de Discrétion :

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu des communications à titre secret ou confidentiel de renseignements, des documents ou des objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison des fournitures.

2 - Mesures de Sécurité :

S'agissant de prestations à exécuter dans un lieu de livraison où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment en vertu des dispositions réglementaires prises pour la protection du secret de défense, le titulaire doit observer les dispositions particulières en vigueur.

3 - Sanctions :

En cas de violation des obligations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Article 25 : Notification

25.1. Toutes notifications ou correspondances, adressées à l'une ou à l'autre partie et ayant trait au présent marché, seront faites par télécopie en cas d'urgence ou par lettre recommandée avec avis de réception. La date effective de ces notifications ou correspondances sera celle de leurs réceptions.

25.2. Le courrier sera expédié au titulaire à son adresse :

25.3. Le courrier sera expédié au maître d'ouvrage à son adresse :

25.3.1. Pour les questions d'ordre administratif, juridique ou financier :

DIRECTION INTERARMES DE L'INTENDANCE DES F.A.R -RABAT- MAROC FAX : (212-537 70 13 11)

25.3.2. Pour les expéditions des produits et les questions d'ordre Technique :

SERVICES DE L'INTENDANCE DE THEATRE DE L'ETAT-MAJOR ZONE SUD -
AGADIR-
(SITH/EM/ZS), BP.4004 - MAROC -

TEL : (212- 528 83 47 69)

FAX : (212- 528 83 47 69 et/ou 212 528 27 10 19)

Article 26 : Transfert de propriété

Le transfert de propriété de la marchandise objet du présent marché aura lieu automatiquement et de plein droit au moment de la prise en charge par le maître d'ouvrage des produits livrés par le titulaire dans les entrepôts désignés ci-dessus et après la réception des résultats des analyses concluants effectuées par les laboratoires marocains agréés.

Article 27 : Avenant au marché

Toute modification des termes du présent marché sera effectuée sous forme d'avenant écrit et signé par les deux parties. Cet avenant sera soumis aux mêmes formalités d'approbation que le présent marché.

Article 28 : Langue de documents

Tous les documents produits dans le cadre du présent marché doivent être établis en langue française.



MARCHE FERME N° ____/S.A.V/S.I.TH/E.M/ZS/2026

Objet : La fourniture de (3.000) tonnes de viande bovine congelée au profit des unités de la Zone

Sud pour un montant global de _____ (_____)

LE TITULAIRE

lu et accepté (à répéter à la main) :

LE MAITRE D'OUVRAGE

**L'Intendant Général de Brigade
Chafik ZNAKI
Chef des Services de L'Intendance
de Théâtre de l'Etat Major/Zone Sud**



Signé: CH. ZNAKI

APPROUVE PAR :

A Rabat, le



QUANTITE PREVISIONNELLE ET ESTIMATION FINANCIERE

Désignation de la prestation	Quantité prévisionnelle en Tonne	Prix estimatif (prix/tonne)		Estimation financière de la quantité prévisionnelle	
		\$ (US)	DH	\$ (US)	DH
Viande Bovine Congelée	3 000	4 834,00	44 569,48	14 502 000,00	133 708 440,00

Nota:

-Taux de change à la date du 17.04.2025 : 1 \$ = 9,22 dh



ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration :⁽¹⁾

Appel d'offres ouvert sur offres de prix N° 02/ADN/ZS/2026

Objet du marché : Fourniture de la viande bovine congelée au profit de l'Etat-major Zone Sud

Passé en application de l'article 165 (5) du décret 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel:

a) Pour les personnes physiques:⁽¹⁾

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu:

Affilié à⁽²⁾.....sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro..... Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:.....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

b) Pour les personnes morales:⁽¹⁾

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

Affiliée à⁽²⁾.....sous le numéro:

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro: Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:..... En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés :⁽³⁾

– Membre n° 1:

– Membre n° 2:

– Membre n° n:

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir:

– Montant hors TVA:(en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement:

- Part revenant au membre n° 1:(en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° 2:(en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° n:(en lettres et en chiffres)

Se libère..... (l'Etat ou la collectivité territoriale ou l'établissement public ou la personne morale de droit public)⁽⁴⁾
des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁴⁾ ouvert au
nom de(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire
numéro.....⁽⁵⁾

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent

- ⁽¹⁾ Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.
⁽²⁾ Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
⁽³⁾ Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.
⁽⁴⁾ Supprimer la mention inutile.
⁽⁵⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

MODELE DU CADRE DU BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

Appel d'Offres Ouvert sur offres de Prix n° 02/ADN/ZS/2026

Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire en..... ⁽¹⁾ (hors TVA) en chiffres	Total (en chiffres)
1	2	3	4	5=3x4
	Tonne			
Total HT				
Montant TVA				
Total TTC				

ARRETE LE MONTANT DU PRESENT BORDEREAU DES PRIX A LA SOMME DE :(EN CHIFFRES ET EN LETTRES)

(1) Le concurrent doit préciser le libelle de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

Fait à....., Le
(Signature et cachet du concurrent)

Déclaration sur l'honneur

Appel d'Offres Ouvert N° 02/ADN/ZS/2026

Objet du marché : Fourniture de la viande bovine congelée au profit de l'Etat-major Zone Sud

Passé en application de l'article 165 (5) du décret 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

A - POUR LES PERSONNES PHYSIQUES:

1) CAS DES PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEUR PROPRE COMPTE:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Affilié à la CNSS⁽²⁾ sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro: Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise: Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽³⁾ numéro⁽⁴⁾:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

2) CAS DE L'AUTO-ENTREPRENEUR:

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro..... Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise: Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁵⁾ numéro⁽⁶⁾:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

B- POUR LES PERSONNES MORALES:

1) CAS DES SOCIÉTÉS:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de: Numéro téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS, sous le numéro:⁽⁷⁾

Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise: Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁸⁾ numéro⁽⁹⁾:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés.

2) CAS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).

Numéro téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du siège:

Affiliée à⁽¹⁰⁾.....sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de⁽¹¹⁾.....(localité) sous le numéro: Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise⁽⁷⁾:.....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro⁽⁷⁾:

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽¹²⁾ numéro⁽¹³⁾: En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur:

1. que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance:
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
4. atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;⁽¹⁶⁾
7. je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ; Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent

- (1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
- (2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (3) Supprimer la mention inutile.
- (4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (8) Supprimer la mention inutile.
- (9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (11) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.
- (12) Supprimer la mention inutile.
- (13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (14) Supprimer la mention inutile.
- (15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.